

Bruxelles, le 8 mars 1960.

P 1408

Service d'Information

COMMUNICATION " BIO" aux Bureaux nationauxCombien de travailleurs bénéficient du Règlement n°3  
sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants?

Parallèlement à l'entrée en vigueur dans le domaine économique du Traité instituant la C.E.E., la Commission Européenne a mis en oeuvre des dispositions d'ordre social en faveur des travailleurs migrants.

Sur la base de l'article 51 du Traité, qui tend à lever les obstacles à la circulation de la main-d'oeuvre qui pourraient résulter des législations de sécurité sociale, la Commission a proposé à l'adoption du Conseil un règlement reprenant le texte d'une convention européenne de sécurité sociale élaboré par le B.I.T. sous l'égide de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

On se pose souvent la question de savoir combien de travailleurs bénéficient de ce règlement.

Il est difficile de répondre avec précision pour la raison suivante : le règlement n°3 contient des dispositions qui visent des cas assez différents les uns des autres et l'on ignore combien de travailleurs se trouvent dans chacune des situations envisagées.

La première catégorie de bénéficiaires est constituée par les travailleurs installés avec leur famille dans leur nouveau pays d'emploi.

Ces travailleurs bénéficient du règlement n°3 en ce sens qu'ils jouissent grâce à lui de l'égalité de traitement avec les travailleurs nationaux à l'égard de la législation de sécurité sociale ; s'ils restent définitivement dans ce nouveau pays, si eux ou leur famille n'en sortent jamais et s'ils n'avaient acquis antérieurement aucun droit à pension dans un autre pays, les dispositions du règlement autres que celle contenant le principe de base de l'égalité de traitement, ne leur seront jamais d'aucune utilité.

La deuxième catégorie de bénéficiaires comprend les travailleurs dont le pays d'emploi est différent du pays de résidence de la famille.

De même que l'on ignore exactement combien de travailleurs se sont installés avec leur famille dans leur nouveau pays d'emploi, on est pratiquement sans renseignements sur le nombre de ceux qui ont laissé leur famille dans leur pays d'origine.

Or, c'est pour ceux-ci que le règlement apporte, dans la généralité des cas, une grande amélioration par rapport à la situation antérieure : les familles séparées ont maintenant droit aux soins de santé sans recourir à la simple assistance, et elles peuvent bénéficier, le cas échéant, d'allocations familiales pour les enfants.

Une troisième catégorie groupe les travailleurs étrangers qui se rendront hors de leur pays d'emploi soit en séjour temporaire, soit parce qu'ils veulent transférer leur résidence et continuer à recevoir les soins que réclame leur état de santé, soit enfin tous les travailleurs détachés temporairement par leur employeur pour effectuer un travail à l'étranger.

Seraient également à comprendre dans cette catégorie, les travailleurs migrants tombés en chômage qui désireraient retourner dans leur pays d'origine et qui pourront pendant un certain temps continuer à bénéficier des allocations de chômage.

On comprend aisément qu'il est impossible de savoir a priori combien de travailleurs se trouveront dans ces différentes situations.

Il faudra quelques années de recul pour avoir des données précises à ce sujet.

La dernière catégorie importante de bénéficiaires sera celle des travailleurs demandant la liquidation d'une pension d'invalidité ou de vieillesse après avoir travaillé successivement dans plusieurs pays de la Communauté.

Lorsque seuls deux pays étaient en jeu les conventions bilatérales réglaient le cas de façon habituellement satisfaisante. La situation était plus complexe lorsque le travailleur avait passé une partie de sa carrière dans plus de deux pays. Le règlement résout ce cas et unifie les règles de coordination entre les législations.

Les statistiques actuelles ne peuvent encore donner aucun renseignement sur le nombre des travailleurs qui ont acquis des droits dans plus de deux pays.

Mais malgré ces incertitudes on peut se faire une idée approximative du champ d'application, au point de vue quantitatif, du règlement n°3 et être certain qu'il n'a pas qu'une valeur théorique.

En effet, le tableau ci-joint montre que, sans compter les travailleurs frontaliers et les travailleurs saisonniers, plus de 500.000 travailleurs ont un emploi dans un pays autre que leur pays d'origine.

Etant donné que le nombre de nouveaux arrivants, dans les six pays de la Communauté, en 1958 a été de l'ordre de 95.000 (x) il est bien évident que les bénéficiaires du règlement, des différentes catégories indiquées ci-dessus, est loin d'être négligeable.

Giorgio Smoquina

(x) Les chiffres complets pour 1959 ne sont pas encore disponibles.

ETATS	ALLEMAGNE			BELGIQUE			FRANCE		
NATIONALITES	Hommes	femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
ALLEMANDS	--	--	---	4.012	882	4.894	--	--	28.000
BELGES	1.736	540	2.276	--	--	--	--	--	33.700
FRANCAIS	4.884	1.746	6.630	13.245	5.401	18.646	--	--	--
ITALIENS	44.076	4.250	48.326	75.546	7.486	83.032	--	--	207.800
LUXEMBOURGEOIS	514	115	629	1.654	1.145	2.799	--	--	2.500
NEERLANDAIS	24.055	5.386	29.441	12.932	3.928	16.860	--	--	2.700
Ensemble des nationaux de la C.E.E.	75.265	12.037	87.302	107.389	18.842	126.231	--	--	274.700
DATE	31/7/1959			15/1/1959			Mai 1954		
Sources	Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung.			Recensement général des étrangers effectué en novembre 1954. Statistique Ministère de la Justice			Résultats du sondage au 1/20e de mai 1954 (Communiqué par le B.I.T).		
Observations	Y compris la Sarre et Berlin Ouest. Statistique établie sur la base du nombre de permis de travail. Ces chiffres comprennent les travailleurs saisonniers et frontaliers. Le nombre de travailleurs frontaliers étant de 5.367 au 30/9/1959.			Estimation			La répartition par sexe n'a pas été communiquée		

évaluation du Nombre de Travailleurs salariés  
occupés sur le territoire d'un Etat membre de  
C.E.E. ayant la nationalité d'un autre Etat  
membre de la C.E.E.

ITALIE			PAYS-BAS			TOTAL
Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
---	---	2.155	4.621	3.467	8.088	43.137
---	---	64	4.542	1.526	6.068	42.108
---	---	533	218	115	333	26.142
---	---	---	2.464	280	2.744	341.902
---	---	2	10	5	15	5.945
---	---	118	---	---	---	49.119
---	---	2.872	11.855	5.393	17.248	508.353
13/11/59			30/11/1958			

Chiffres communiqués Sociale Maandstatistiek  
 le représentant Centraal Bureau  
 l'Italie à la voor de Statistiek  
 SS.TM.

répartition par Y compris les tra-  
 vailleurs frontaliers  
 n'a pas été com-  
 ptée dont le nombre était  
 de 9.974 au 1/7/1959

